50 ans de Mai 1968

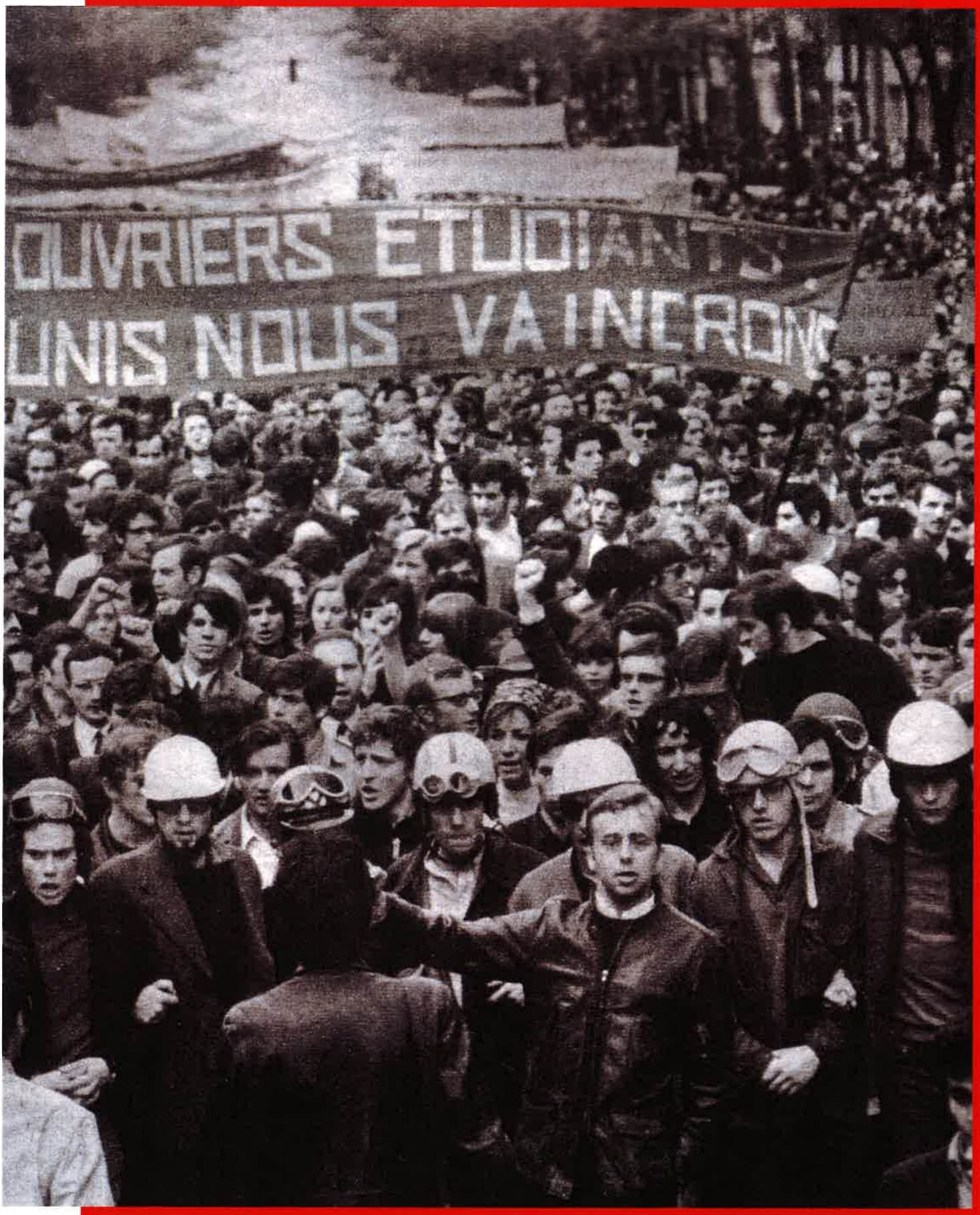
1.Les prémices

Les évènements de mai-juin 1968 n'ont pas surgi « comme un coup de tonnerre dans un ciel serein » selon Georges Séguy.

Ils ont des causes démographiques (plus du tiers de la population a moins de 20 ans.), politiques (le régime gaulliste, de type présidentiel et autoritaire), internationales (guerre du Vietnam, Amérique du sud), économiques (concentration, croissance forte, mais accroissement des inégalités sociales), sociales (puissance numérique de la classe ouvrière, essor de nouvelles couches de salariés, tels les cadres, les employés,…) et sociétaux (évolution des mœurs et des modes de vie, développement de la télévision, des équipements ménagers …).

Par Hervé DELATTRE.

Dès 1967, un mouvement qui se cherche



Janvier 1966

Le 10, la CGT et la CFDT concluent un accord d'unité d'action qui va permettre de nouvelles dynamiques de luttes interprofessionnelles et locales. Au cours de 1967 et le début de 1968 on assiste à une montée des conflits sociaux : 4 000 000 à 4 500 000 journées de grève au cours de l'année 1967, un chiffre record depuis le début de la Vème République.

En février 1967

Le 1er, grève d'ampleur nationale à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN. Le 24, ce sont les roulants de la SNCF. Les patrons ripostent par un lock-out de 20 jours aux usines bordelaises de Dassault Bordeaux-Mérignac qui mènent des actions revendicatives sur les salaires.
Le 29, grève aux usines Rhodiaceta de Besançon puis de Lyon-Vaise sur les salaires . Le mouvement durera jusqu'au 22 mars.

En mars 1967

Le contexte général : recul des forces de droite (gaullistes et centristes) aux élections législatives ; les viticulteurs manifestent contre l'importation des vins d'Algérie. La côte des Somalies est, par référendum, maintenue dans la République française.
Les luttes en France :
Le 16, grève des salariés de Berliet. Le travail ne reprendra que le 29.
Les 20 et 21 manifestations à Lyon et à Saint-Etienne .
Les 28 et 29, grève des travailleurs de la RATP.

En avril 1967

En Grèce, les généraux s'emparent du pouvoir. S'ensuivent de nombreuses arrestations et la déportation massive des communistes dans l'île de Yaros. En France, le conseil des ministres décide d'agir par ordonnances dans le domaine économique et financier.
Les luttes en France :
luttes et grèves dans le textile, dans les mines de Lorraine, dans la sidérurgie de l'Est, à Saint-Nazaire où la population se mobilise et exprime sa solidarité envers les salariés des chantiers de l'Atlantique.

Mai 1967

La Grande-Bretagne, puis le Danemark, demandent leur adhésion à la CEE. Les Etats généraux pour la paix au Vietnam décident de manifestations en France les 16, 17 et 18 juin.
Les luttes en France :
Le 17, grève générale de 24 heures et manifestation à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO et de la FEN contre les pouvoirs spéciaux et pour la défense de la sécurité sociale.
L'UNEF est associée aux manifestations.

Juin 1967

Le début juin est marqué par la guerre « des Six jours » entre Israël et l'Egypte. En France, lors du 36ème congrès de la CGT, Georges Séguy devient secrétaire général de la CGT. L'Assemblée nationale vote les pouvoirs spéciaux.

Juillet et août 1967

Promulgation des Ordonnances (création de l'ANPE, mesure sur l'intéressement des salariés et surtout sur la Sécurité sociale avec la suppression des élections des administrateurs, le paritarisme, le renforcement de la tutelle et de l'intervention de l'Etat par la création de trois caisses nationales. Avec aussi l'augmentation des taux de cotisation et du ticket modérateur (de 20 à 30% pour les soins de ville).

En octobre 1967

Le 9, Che Guevara est abattu dans les maquis de Villagrande en Bolivie.
Les luttes en France :
Le 1er, la CGT et la CFDT décident de boycotter les élections des présidences de caisses de Sécurité sociale.
Du 9 au 14, semaine d'action CGT et CFDT contre les ordonnances sur la Sécurité sociale, pour les salaires, la retraite et l'emploi.
Le 19 et le 20, grève des postiers.
Le 27, au Mans, manifestation de la CGT et de la CFDT contre les ordonnances : plusieurs dizaines de blessés et 50 arrestations, dont des étudiants.
Le 30, grève des agents de conduite SNCF dans les dépôts du Midi.

1968-2018

Usine occupée en 1968.

Novembre 1967

Du 9 au 12 se tient le congrès de la CFDT : l'accord d'unité d'action maintenu mais critique à l'égard de la CGT.

Les luttes en France :

Du 17 au 19, grève à la SNCF.

Décembre 1967

La guerre au Biafra (Nigeria) a fait 50 000 morts et un million de réfugiés ; elle fait des ravages au Vietnam où sont déployés 475 000 soldats américains.

Le 7, adresse de la CGT aux formations politiques de la gauche (FGDS et Parti communiste) en faveur d'une alternative politique sur la base d'un programme commun.

Le 19 décembre, la loi Neuwirth, légalise la contraception et la vente de la pilule.

Les luttes en France :

Le 6, grève des salariés de l'usine Rhodiaceta de Lyon-Vaise contre la répression anti-syndicale, pour l'emploi et les salaires.

Le 13, journée revendicative CGT - CFDT contre les ordonnances (grève de 24 heures).

Janvier 1968

Le traité de non-prolifération des armes nucléaires est signé à Genève.
Un « comité national pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien » est constitué.
L'Espagne connaît du 12 au 18 des troubles universitaires.
Le 1er janvier entre en vigueur l'application générale de la TVA.
Les premiers incidents surviennent en janvier à la faculté de Nanterre contre la présence de policiers en civils dans l'enceinte de la Faculté.
Les luttes en France :
Appel à l'action des fédérations CGT et CFDT de la métallurgie pour les 23, 24 et 25 janvier, sur les salaires, les retraites, la durée du travail et les libertés syndicales.
Le 18, à l'appel de la CGT , grève de 24 heures des guichetiers PTT sur les conditions de travail, suivie le 19 de celle des « lignards » des PTT.
Le 23, grève des travailleurs de la Saviem à Caen (Cette grève prendra fin le 5 février).
Le 30, à Caen journée d'action revendicative organisée à l'usine Saviem : trois heures d'affrontements avec la police, 18 blessés et 86 interpellations.

Février 1968

Le 10 et le 11 se tient à Paris la 4ème conférence syndicale d'Europe occidentale pour la liberté en Espagne (11 pays sont représentés).
De violentes manifestations étudiantes ont lieu le 23 en Italie, notamment à Rome.
En France :
Le 13, à Paris, défilé de milliers de manifestants de République à Bastille en solidarité avec le peuple vietnamien.
Signature le 22 par le patronat et les syndicats (dont la CGT) d'un accord sur le chômage partiel.
Le 24, déclaration commune FGDS - PCF sur une plate – forme commune.
Les luttes en France :
Le 5, grève des salariés des banques sur les conditions de travail et les salaires.
Le 11, à Bordeaux, manifestation ouvriers des usines Dassault avec la participation des étudiants.
Le 16, manifestation à Marseille pour l'emploi.
Le 26, grève des enseignants du second degré pour l'augmentation des crédits et une orientation démocratique pour l'enseignement.
Premier meeting des comités d'action lycéens (CAL) : appel à faire la grève avec les profs contre la sélection.

Mars 1968

En Pologne, à Varsovie, des affrontements ont lieu le 8 mars entre étudiants et policiers.
Les troubles continueront jusqu'à la fin du mois.
La CEE adopte, le 11, le « Plan Mansholt » qui programme sur dix ans la « modernisation »de l'agriculture par la disparition de la petite exploitation familiale.
En Italie, à Milan, des manifestations étudiantes donnent lieu à des violences policières.
En France, le 22, vifs incidents à la Faculté des Lettres de Nanterre. Les cours sont suspendus et ne reprendront que le 1er avril. Création du « Mouvement du 22 mars ».
Les luttes en France :
Le 11, à l'appel des organisations départementales CGT, CFDT, CFTC, CGC et FEN, importantes manifestations pour l'emploi et les salaires dans le Nord : 10000 manifestants à Lens, 5000 à Douai, 4000 à Bruay, 2000 à Valenciennes.
Du 15 au 17, trois journées de soutien au peuple vietnamien sont organisées à l'initiative du Mouvement de la paix et de 18 organisations, dont la CGT.

Avril 1968

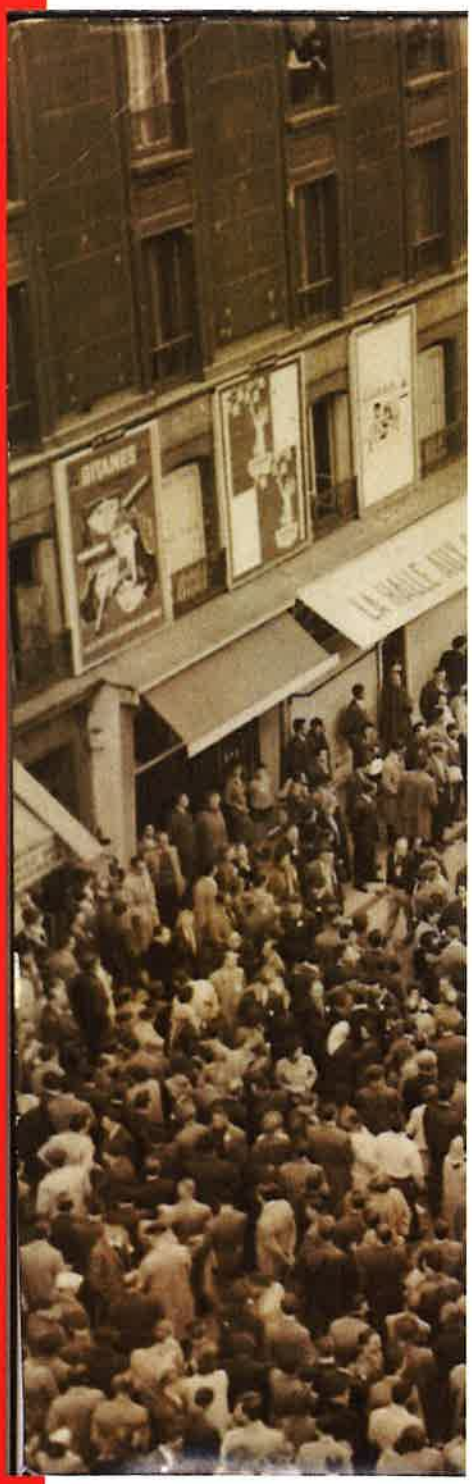
Le début du mois est marqué au Brésil par des affrontements entre étudiants et policiers à Rio de Janeiro.
Le 4, Martin Luther-King, figure de la lutte des noirs pour l'intégration raciale, est assassiné à Memphis aux Etats-Unis.
En Allemagne de l'Ouest, de violents affrontements opposent étudiants et policiers, à la suite d'un attentat ayant visé Rudi Dutscke, leader des étudiants berlinois. En France, de nouveaux incidents ont lieu le 2 à la Faculté de Nanterre.
Les luttes en France
La CGT comptabilise 50 débrayages depuis le 1er mars dans les ateliers de l'usine Renault-Billancourt.
Le 5 avril, à l'appel de la CGT et de la CFDT, grève de 24 heures des téléphonistes contre les suppressions d'emploi liés à l'automatisation. Les grèves se succèdent dans les différents secteurs des PTT à partir du 26 avril sur les classifications, l'emploi et la réduction du temps de travail.
Le 24 avril, 15000 métallurgistes observent une grève de 24 heures à l'appel de la CGT.

2. La montée des tensions sociales

Depuis plus d'un an les luttes ouvrières se sont développées, amplifiées, souvent unitaires, en province comme dans la région parisienne.

Elles ont pour objet les salaires et le pouvoir d'achat, les retraites, la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale et, déjà, le chômage et l'emploi...

La CGT appelle les travailleurs à faire du 1er Mai « une très grande étape » de la lutte pour la défense des revendications ouvrières, la démocratie et les libertés syndicales, la solidarité envers le peuple vietnamien.



1er mai

Défilé du 1er Mai, autorisé pour la première fois dans la capitale depuis quatorze ans; plus de cent mille personnes, à l'appel de la seule CGT. En province, nombreux rassemblements et défilés organisés, tantôt à l'appel de la seule CGT, tantôt dans l'unité avec la CFDT et la FEN, parfois avec les étudiants, comme à Lyon.

2 mai

Adoption par l'Assemblée nationale de la proposition de loi communiste sur la généralisation de la quatrième semaine de congés payés, mais rejet d'une cinquième semaine pour les moins de 21 ans. Dans la métallurgie, face à l'intransigeance de l'UIMM, appel des métallos CGT « à développer et à intensifier sous toutes les formes, l'action unie dans les entreprises pour imposer de véritables négociations. »

Décision de grèves des fédérations CGT et CFDT du textile dans les usines de textile artificiel. A Nantes, débrayage et manifestation dans les rues de la ville des salariés de l'usine Sud-Aviation-Bouguenais. Dans la nuit, attaque d'un local syndical à la Sorbonne par le groupe fasciste « Occident ».

3 mai

La faculté des Lettres de Nanterre est fermée, tandis que d'importantes forces de police se déploient dans le Quartier latin, pénètrent dans la Sorbonne, en chassent les étudiants et en arrêtent de nombreux. En réaction, une manifestation d'étudiants se déroule et est violemment prise à partie par les forces policières.

Bilan : 596 arrestations et 27 gardes à vue.

4 mai

Développement du mouvement revendicatif : débrayages massifs à Sud-Aviation (Suresnes) pour la réduction du temps de travail et décision de poursuivre la grève perlée dans les PTT avec l'entrée en grève des techniciens pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail.

Condamnation de sept étudiants à des peines de prison avec sursis et à des amendes (six autres seront condamnés le lendemain, certains à des peines de prison ferme.)

A l'appel de la CGT, arrêt de travail de 24 heures des mineurs, pour la sécurité, après la mort de 6 des leurs à Roche-la-Molière.

Après le Snes, l'Union des syndicats CGT de Paris « condamne énergiquement les provocations gouvernementales et les brutalités policières à l'encontre des étudiants, s'ajoutant à l'inadmissible fermeture des facultés et à l'intrusion des forces de police à l'intérieur de la Sorbonne ».

Manifestations d'étudiants en colère durant toute la journée et en soirée.

Heurts violents avec la police : plus de cinq cents blessés et plus de quatre cent vingt deux arrestations.

1 er mai 1968 devant la Bourse du travail de Paris, 3 rue du château d'eau 75010 Paris.
Archives privées de la fédération CGT des VRP et Commerciaux.

Pour la première fois depuis 1954, manifestation autorisée à Paris . Le cortège partira à 14H Place de la République
Défilé commun CGT-PCF-PSU, de la République à la Bastille. Lancement du journal La Cause du peuple.

1er mai 1968 Photographique AFP (Collection CGT VRP)

A l'occasion de la Fête du travail, un important meeting a été organisé à 11 H00 par les syndicats à la Bourse du travail .

La foule assemblée devant la Bourse du travail pour entendre plusieurs discours de leaders syndicaux.

3.L'explosion étudiante et la montée des luttes ouvrières

6 mai

A l'appel de la CGT, arrêt de travail de 24 heures des mineurs, pour la sécurité, après la mort de 6 des leurs le 3 mai à Roche-la-Molière. Grève des techniciens des PTT. Après le SNES, l'Union des syndicats CGT de Paris « condamne énergiquement les provocations gouvernementales et les brutalités policières à l'encontre des étudiants, s'ajoutant à l'inadmissible fermeture des facultés et à l'intrusion des forces de police à l'intérieur de la Sorbonne. » Manifestations d'étudiants en colère durant toute la journée et en soirée. Heurts violents avec la police : plus de cinq cents blessés et plus de quatre cent vingt deux arrestations.

7 mai

Conférence de presse de Georges Séguy qui fait part de l'indignation des ouvriers face à la violente répression policière dirigée conte les étudiants, exige la libération des étudiants emprisonnés, tient le pouvoir pour responsable. Il ajoute, « *La solidarité entre les étudiants, les enseignants et la classe ouvrière dans leur lutte commune pour le progrès social, la démocratie et la paix est une notion bien connue de tous les militants de la CGT.* » Dans la plupart des villes universitaires manifestations d'étudiants.

A Paris, nouvelle manifestation, heurts entre la police et les étudiants : il y a encore de nombreux blessés et de nombreuses arrestations. Entrée en grève de nouveaux secteurs des PTT. A Paris, grève totale des taxis ; arrêts de travail chez Sud-Aviation (Loire-Atlantique), chez Renault-Sandouville, aux A.C.H...

8 mai

Dans l'Ouest de la France éclatant succès de la journée de manifestations et de grèves contre la politique du pouvoir, pour la sécurité de l'emploi et des salaires décents, à l'appel de la CGT, de la CFDT, des organisations d'enseignants et des organisations paysannes : la plupart des entreprises de la région sont en grève de 24 heures, 30 000 personnes défilent à Brest, 20 000 à Quimper, 10 000 à Rennes... A Paris, place de l'Odéon, rassemblement dans le calme de 20 000 étudiants.

9 mai

Rencontre CGT- CFDT : totale identité de vue des deux organisations quant à l'action commune. Puis, rencontre des deux organisations, conduites respectivement par Georges Séguy et Eugène Descamps, avec l'UNEF en vue de déterminer les conditions d'une action commune. Les discussions donneront lieu le lendemain à un accord, auquel la FEN se rallie, mais pas FO. Manifestations d'étudiants dans la plupart des villes universitaires.

Mai 1968

10 mai

Communiqué commun CGT, CFDT, FEN, SNSUP et UNEF condamnant la répression policière et appelant à manifester dans toutes les grandes villes de France pour « l'amnistie de tous les manifestants condamnés, les libertés syndicales et politiques. »

A Paris, une manifestation d'une cinquantaine de milliers d'étudiants se déroule dans le calme. Le Quartier latin est occupé pacifiquement. Le drame éclate dans la nuit. La police prend d'assaut le Quartier Latin. La brutalité se déchaîne : gaz de combat et grenades offensives sont utilisés contre les étudiants, des voitures sont incendiées ; on déplore plusieurs centaines de blessés.

11 mai

La CGT condamne « l'attitude inadmissible du pouvoir », exprime son entière solidarité aux étudiants, enseignants et universitaires » et propose une réunion unitaire pour organiser la riposte. Appel de la CGT et de la CFDT, suivies par la FEN et Force Ouvrière, à une grève générale de 24 heures le 13 Mai avec manifestations dans toute la France. L'émotion est très forte dans le pays et des manifestations ont lieu un peu partout.

4. La France est paralysée

18 mai

On compte un million de grévistes le matin… le soir, ils sont déjà deux millions ! Le fait marquant de cette journée : l'entrée dans le mouvement des services publics :SNCF, RATP, PTT… "La grève se généralise", affirme la CGT dans un communiqué publié à 10h30. "L'issue victorieuse du mouvement est entre les mains des travailleurs eux mêmes ».

19 mai

Le trafic SNCF et RATP est totalement bloqué. De nouveaux secteurs se mettent en grève : les banques, les assurances, la Sécurité sociale, les hôpitaux, les mines…
Le Comité intersyndical du Livre Parisien, solidaire des salariés en lutte, a décidé « de laisser paraître la presse dans la mesure où celle-ci accomplira avec objectivité le rôle d'informateur qui est sa vocation. »

20 mai

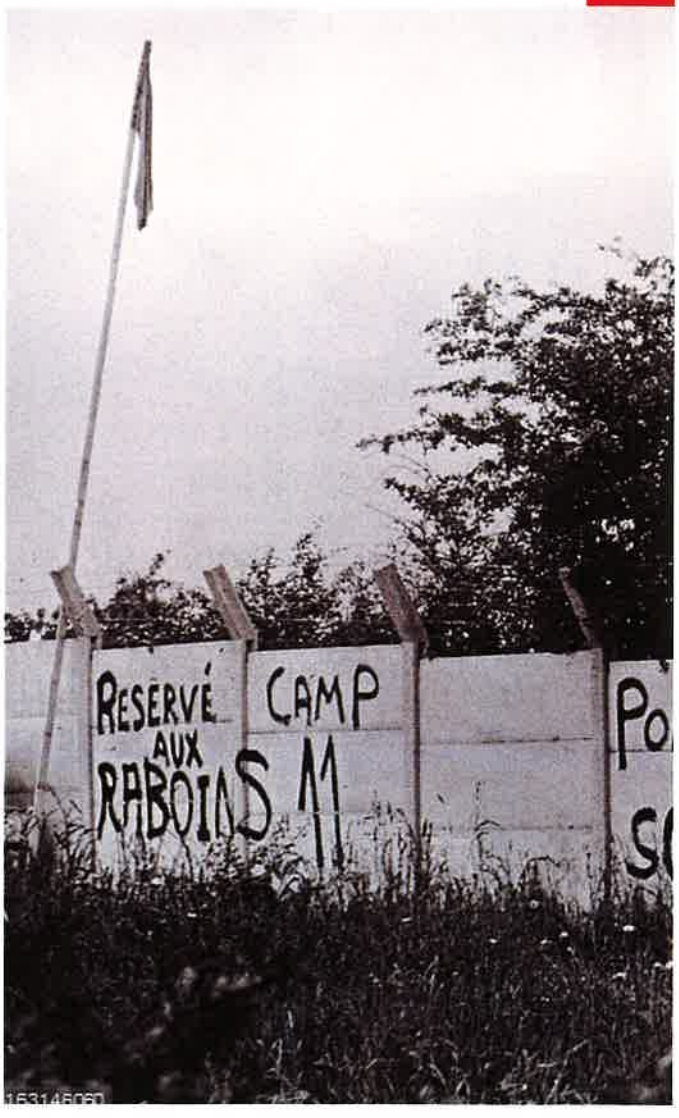
C'est désormais par millions que se comptent les grévistes dans le pays. Des centaines de grandes entreprises sont occupées : à l'ORTF, Peugeot-Sochaux, Alsthom-Belfort, Michelin, Kleber-Colombes… on estime à cent mille le nombre de salariés en grève dans le textile.

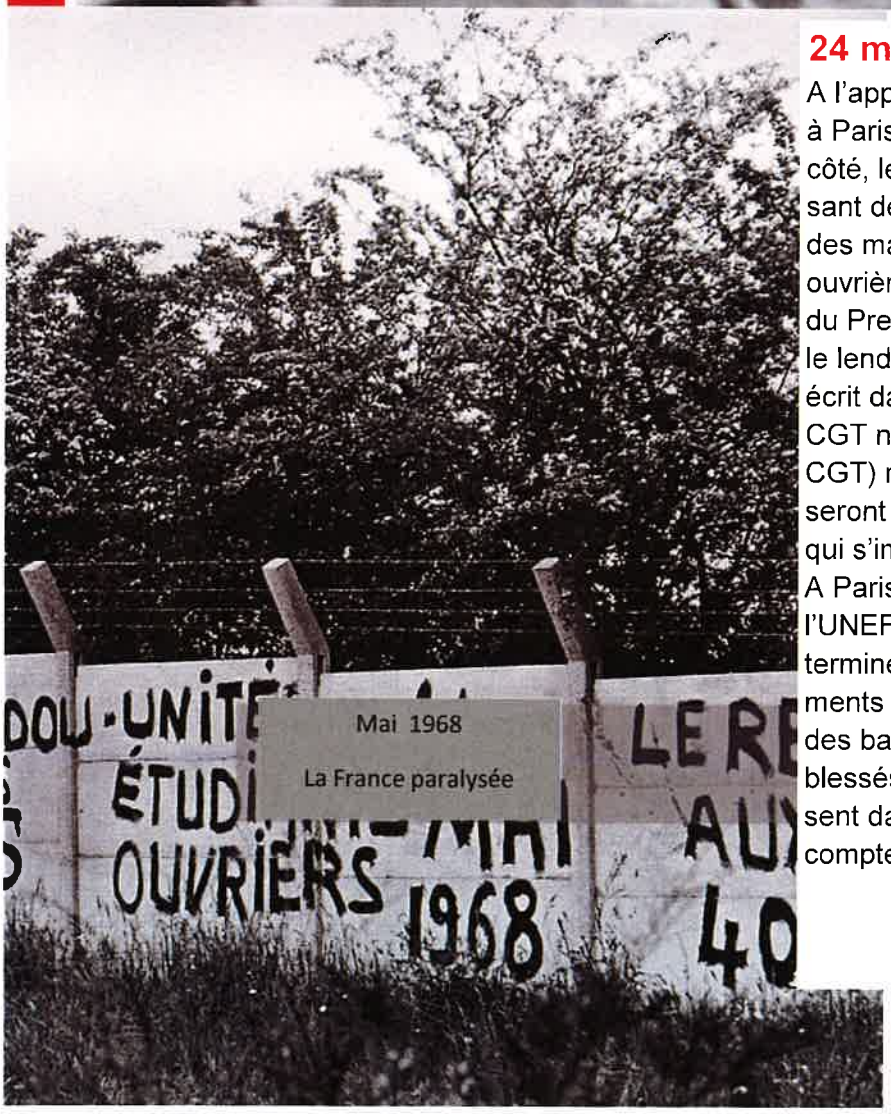
21 mai

Extension de la grève, souvent avec occupation du lieu de travail : les grands magasins parisiens sont occupés ou fermés, ainsi que les banques, les entreprises de l'alimentation. Dans les secteurs névralgiques pour la vie de la population, les salariés, avec leurs organisations syndicales, assurent l'approvisionnement en électricité, produits pharmaceutiques et alimentaires, eau potable ; les services d'urgence (hôpitaux, secours…) ou d'information fonctionnent. On dénombre un million et demi de grévistes dans la métallurgie et plus de huit millions sur le territoire.
Selon le Secrétaire général de la CGT, « le mouvement, placé sous la vigilance des travailleurs, est bien trop puissant pour qu'il puisse être question de le stopper par des formules creuses : autogestion, réforme de structures, plan de réformes sociales et universitaires et autres inventions qui aboutissent toutes à reléguer à l'arrière plan les revendications immédiates. Il faut que l'on sache que la CGT monte la garde autour des revendications ouvrières et elle a ce qu'il faut pour les défendre. »

22 mai

C'est le point culminant, le nombre de grévistes atteint les 9 millions. Ils sont deux millions dans la métallurgie, un million dans le bâtiment, 350 000 à la SNCF, 300 000 dans le textile, 250 000 dans les PTT…





24 mai

A l'appel de la seule CGT, manifestations imposantes à Paris (400 000 manifestants) et en province. De leur côté, les paysans accentuent leur pression en dressant des barrages ou en organisant des meetings et des manifestations, parfois avec les organisations ouvrières (Limoges, Mont-de-Marsan…). Proposition du Premier ministre d'engager des négociations dès le lendemain. Henri Krazucki, secrétaire de la CGT écrit dans le journal « L'Humanité » : « Ainsi que la CGT n'a cessé de l'affirmer, ils (les négociateurs CGT) rendront compte aux travailleurs en grève, qui seront appelés à prendre eux-mêmes les décisions qui s'imposent. »

A Paris, manifestation d'étudiants, organisée par l'UNEF et le SNESUP, en solidarité à Cohn-Bendit, se termine au Quartier Latin par de sérieux affrontements durant toute la nuit. C'est la deuxième « nuit des barricades ». On dénombre prés d'un millier de blessés. Des évènements du même type se produisent dans les villes universitaires, telle Lyon où on compte 300 blessés et un mort.

5. Grenelle : négociations et constat

25, 26 et 27 mai

Début des négociations à 15 heures rue de Grenelle, au siège du Ministère du travail, entre le gouvernement, le patronat et les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FEN). Elles prennent fin le 27 mai à huit heures du matin sur un texte constatant le bilan des négociations.

Devant la Commission administrative de la CGT, Benoît Frachon, président de la CGT, considère qu' « il est clair que les résultats des négociations de la rue de Grenelle ne sont pas suffisants pour amener une solution au conflit. Les salariés ne sauraient s'en satisfaire. » Mais il relève que sur deux points, l'augmentation du SMIG, d'une part, et la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise, il s'agit d'une victoire d'importance. Comme elle s'y était engagée, la CGT consulte les travailleurs.

Des milliers de réunions de grévistes vont se tenir. Ces propositions sont jugées insuffisantes et la poursuite de la grève est décidée. Le 27 mai se tient au stade Charléty un meeting à forte tonalité anticommuniste et anti-cégétiste, en présence de Pierre Mendès-France, de l'UNEF de représentants de la CFDT, du PSU et de l'extrême gauche.

Pompidou signant les accords de Grenelle en 1968. Au premier plan Georges Séguy Secrétaire général de la CGT.

6. Poursuite du mouvement de grève et d'occupation des lieux de travail

28 mai

Poursuite et renforcement du mouvement de grève et d'occupation des lieux de travail. Au niveau politique, on assiste à des tentatives de recomposition autour de Pierre Mendès -France, puis de François Mitterand, et, parallèlement, à des manœuvres d'isolement de la CGT et du PCF.
La CGT réagit et se dit « prête à participer à une rencontre qui réunirait, avec les partis de gauche, des représentants des organisations décidées d'aller de l'avant. Elle considère cette rencontre urgente. »
Elle appelle à une manifestation le lendemain dans tout le pays. A 16 heures rencontre CGT-UNEF.

29 mai

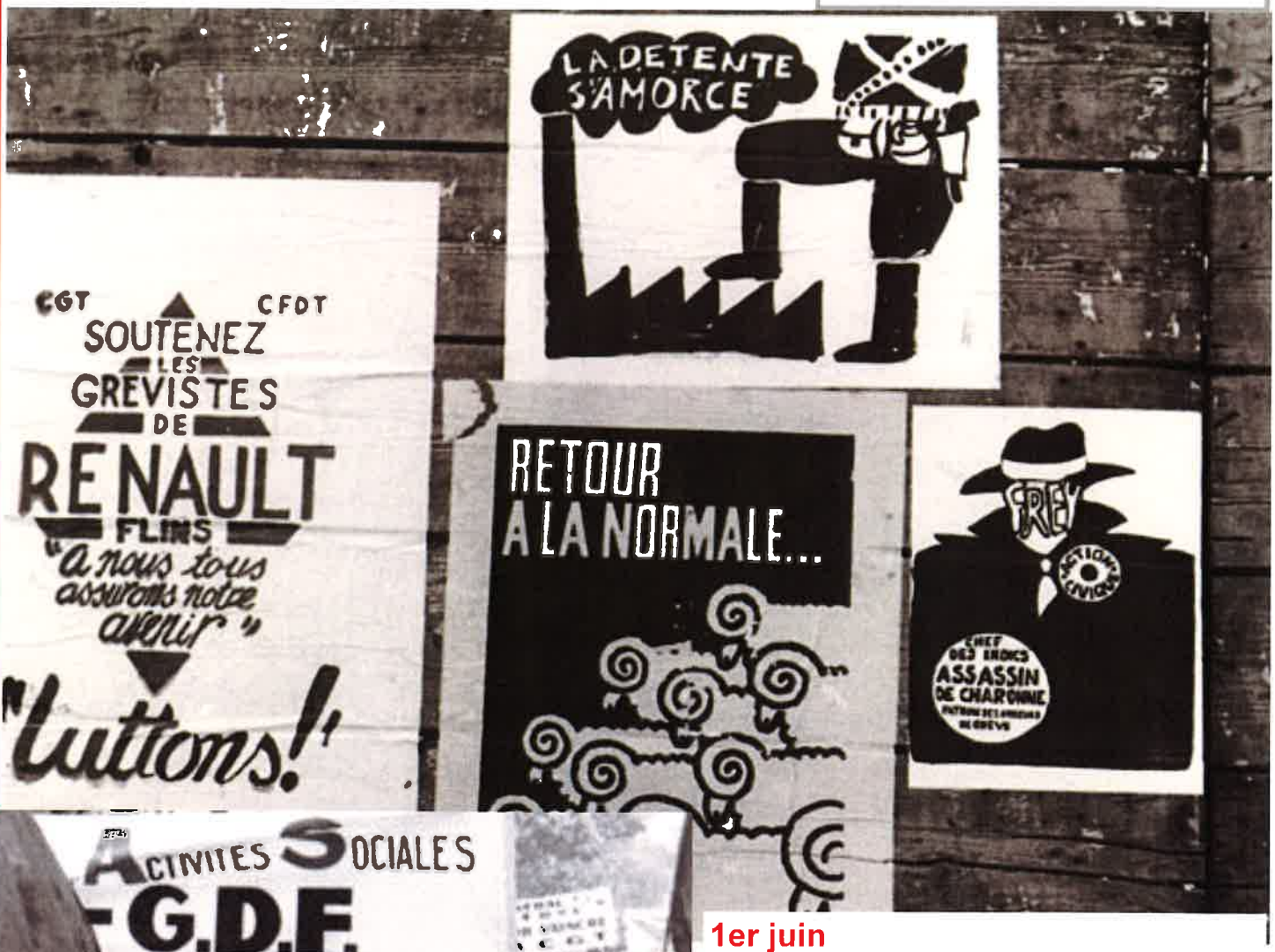
A Paris, à l'appel de la seule CGT, 800 000 manifestants ; en province réponse massive des travailleurs : 70 000 à Marseille et à Lyon, 45 000 à Nancy, 20 000 à Saint-Etienne, 10 000 à Limoges, Montluçon, Tours...

30 mai

Au douzième jour de grève, le mouvement reste très puissant. Les négociations qui se sont engagées dans les branches piétinent. Forte participation aux manifestations unitaires dans un certain nombre de villes (Nîmes, Grenoble, Lille...). Des rencontres entre la FGDS et la FEN, la CGT et la FGDS et entre la CGT et le PCF. De Gaulle annonce sur les ondes la dissolution de l'Assemblée nationale, stigmatise « un parti (*) qui est une entreprise totalitaire, même s'il a déjà des rivaux à cet égard », menace de « prendre pour maintenir la République – conformément à la Constitution d'autres voies que le scrutin immédiat »

A 17 h 30 l'Assemblée Nationale est dissoute et, de la place de la Concorde à celle de l'Etoile, une contre-manifestation nationale de soutien à De Gaulle rassemble quelques 300 000 personnes (1,5 million selon les organisateurs, la préfecture de police, une fois n'est pas coutume, n'avançant aucun chiffre !)
(*) Il s'agit du Parti communiste français

Mai– juin 1968



1er juin

Ici ou là on observe en province des tentatives de prolonger la contre-manifestation gaulliste, mais les résultats sont minces : 4000 manifestants à Marseille et Lyon, 8000 à Rouen, 15 000 à Grenoble.

Le SAC (*) et les CDR (*) multiplient les provocations et tentent de briser les occupations ouvrières.

Poursuite des négociations dans les branches . Certaines ont abouti et les salariés concernés sont consultés (EDF-GDF, Arsenaux, Papier-carton, Textile, Verre, Chaussure…). D'autres sont plus difficiles, voire bloquées (métallurgie, bâtiment, SNCF…).

A l'appel de l'Unef, manifestation à Paris de 30000 personnes. Des groupes tentent, sans succès, après la manifestation, de haranguer les ouvriers des usines Renault et Citroën.

(*) SAC (service d'action civique), …service d'ordre du RPF gaulliste.

(*) CDR (comités de défense de la république) créés par l'UDR gaulliste en mai 1968.

7. Accords et reprise progressive du travail

4 juin

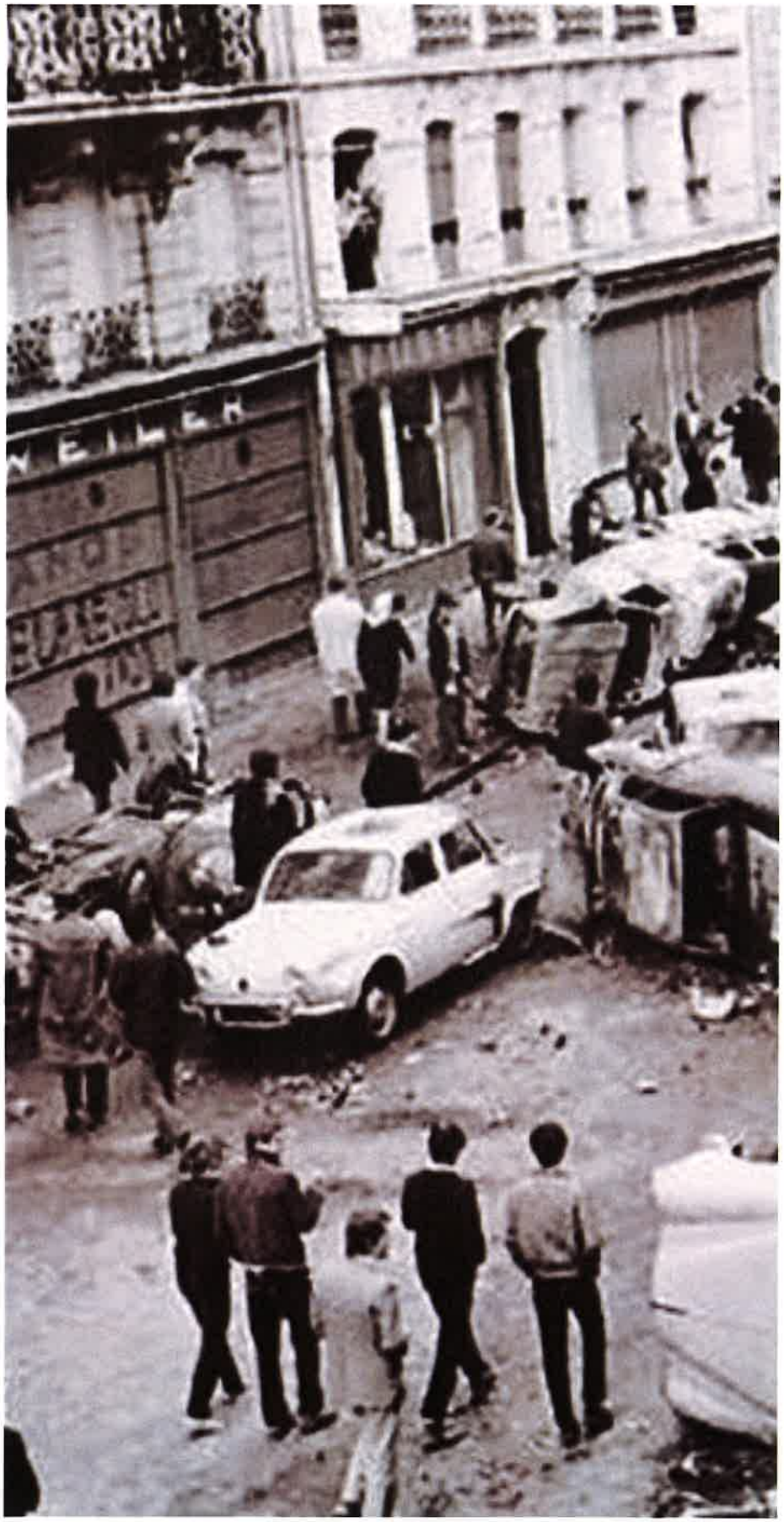
Si dans un certain nombre de secteurs les négociations avancent, tel celui des cheminots, le patronat de la métallurgie durcit ses positions et les négociations piétinent.
Les manifestations organisées par les soutiens du pouvoir ne font pas véritablement recette ; celle organisée du Trocadéro au Champs de mars rassemble 20 000 personnes.

5 juin

La grève continue dans la métallurgie, les grands magasins, le Caoutchouc, la fabrication pharmaceutique, les dockers, les salariés de Air France, à l'ORTF dont la police occupe les locaux…
Création de 3 108 nouveaux syndicats CGT et des centaines de milliers d'adhésions. La CGT appelle les travailleurs à la reprise du travail « là où les revendications essentielles ont été satisfaites » mais rappelle que c'est aux travailleurs d'en décider et qu'ils « doivent prendre leur décision en fonction des réalités et apprécier à leur juste valeur les reculs imposés au gouvernement et au patronat. »

6 Juin

La reprise du travail, après accords, à la RATP, chez les cheminots, dans la fonction publique, aux PTT… Dans le bâtiment, CGC, CFDT et FO signent dans la nuit un accord séparé. La CGT appelle au renforcement de la grève.



Juin 1968

7 juin

La CFDT métaux, avec l'UNEF, organise une manifestation place Péreire à Paris, qui rassemble un millier de personnes. Quelques centaines d'entre elles regagnent ensuite la Gare Saint-Lazare pour rejoindre Flins et se font éconduire par les cheminots à qui elles avaient demandé de mettre gratuitement à leur disposition des trains spéciaux. De là elles se rendent à Renault-Billancourt, où elles sont rejetées par les travailleurs qui occupent leurs usines. A Flins, devant l'usine Renault, violentes bagarres entre manifestants étudiants et forces de police.

8 juin

La CFDT appelle, pour le 10 juin, ses organisations à une journée de solidarité et de soutien « sous toutes les formes possibles, délégations auprès des chambres patronales, manifestations, arrêts de travail ». La CGT ne s'y associe pas, considérant qu'en raison des incidents qui s'étaient produits la veille à Flins, il appartenait à l'ensemble des organisations syndicales de « déterminer d'un commun accord les meilleures formes de solidarité envers les travailleurs en grève. »
Les provocations gauchistes se multiplient.

10 juin

Le travail n'a pas repris à l'usine Renault de Flins investie par les CRS. La CGT et la CFDT tiennent un meeting devant l'usine. Tandis que des groupes conduits par Alain Geismar sillonnent la région, la police multiplie les rafles aux alentours. En voulant y échapper, des jeunes se jettent dans la Seine. Un lycéen parisien, âgé de 18 ans, Gilles Tautin, se noie. Ce tragique évènement provoque des heurts au Quartier Latin où deux mille manifestants affrontent les CRS. On déplore une centaine de blessés.

11 juin

Dans la soirée et dans la nuit des manifestations appelées par l'UNEF tournent à l'émeute au Quartier Latin où des barricades sont dressées. Des scénarios semblables se reproduisent à Lyon, Clermont-Ferrand et Toulouse.
A Sochaux- Montbéliard, aux usines Peugeot, les affrontements entre grévistes et forces de répression font deux victimes, Jean Beylot, un jeune ouvrier, tué par balles et Henri Blanchet, mortellement blessé par une grenade offensive qui décèdera le lendemain. La CGT, puis la CFDT, appellent à un arrêt de travail d'une heure dans toute la France.